



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Droits de douane

La Corée du Sud trouve un accord in extremis avec Washington

La Corée du Sud a conclu mercredi un accord commercial in extremis avec les États-Unis qui limite à 15% les surtaxes douanières sur la plupart de ses produits au ...

• (Page 08)

Economie

L'Italie voit son PIB reculer de 0,1% au second trimestre 2025

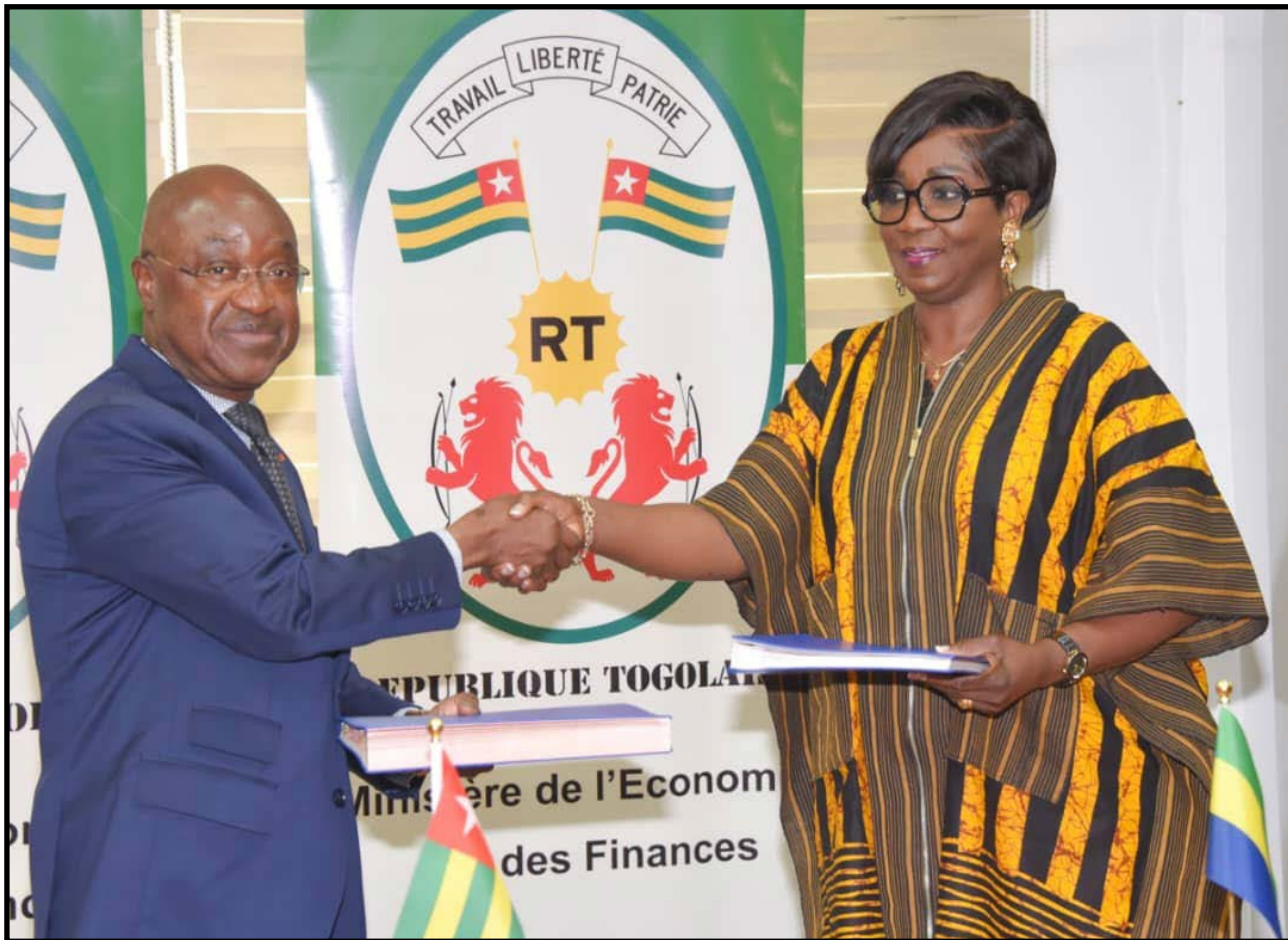
L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) baisser de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre ...

• (Page 08)

Formation fiscale et douanière

Convention de coopération entre Lomé et Libreville

• (Page 03)



Togo / Unités de soins périphériques

• (Page 04)

Des formations sanitaires électrifiées à l'énergie solaire



Bonne gouvernance

La BOAD et le HCPC du Bénin ensemble contre la corruption

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et le Haut-Commissariat à la Prévention de la ...

• (Page 02)

SFA Forum 2025

Pour la transformation structurelle des économies africaines

Alors que les économies africaines font face à des tensions budgétaires croissantes et à un déficit structurel de financement des ...

• (Pages 05)

Programme de capitalisation

La BADEA accorde 120 millions USD à ShafDB

Shelter Afrique Development Bank (ShafDB) annoncée le 31 juillet 2025, la signature d'un accord stratégique avec la Banque Arabe pour le Développement ...

• (Page 06)

Médiateur & HCRRUN

Les nouveaux agents formés aux bonnes pratiques administratives

Un atelier de formation des bonnes pratiques administratives au profit des nouveaux agents du médiateur de la République et du Haut-commissariat à la ...

• (Page 11)

IMPACT 2030

Plan stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA

Bonne gouvernance

La BOAD et le HCPC du Bénin ensemble contre la corruption

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et le Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption (HCPC) du Bénin ont signé un protocole d'accord de coopération le 29 juillet 2025 à Cotonou.

● Junior Aredola

Le partenariat stratégique vise à intensifier la lutte contre la corruption, la fraude et la délinquance économique et financière, non seulement au Bénin mais aussi dans l'ensemble de l'espace UE-MOA, marquant une étape clé dans le renforcement de la gouvernance et de la transparence régionale. La signature de l'accord entre Braïma Luis SOARES-CASSAMA, Vice-Président de la BOAD, et Jacques MIGAN, Haut-Commissaire à la Prévention de la Corruption de la République du Bénin, formalise une mutualisation indispensable des ressources, des moyens et des compétences. Ce partenariat est conçu pour renforcer les efforts en faveur d'une gouvernance accrue et d'une meilleure transparence dans la région. Grâce à ce protocole, les deux institutions établiront un cadre de coopération précis dédié à la prévention, la détection et la répression de la corruption et des infractions assimilées, en stricte conformité avec les législations nationales et les conventions internationales. La BOAD et le HCPC du Bénin s'engagent à collaborer étroitement et proactivement, prévoyant des consultations régulières et une exécution rigoureuse de leurs responsabilités pour garantir un impact maximal. Le Vice-Président de la BOAD, Braïma Luis SOARES-CASSAMA, a souligné l'importance de



cette coopération, déclarant : « En signant cette convention, nous posons un jalon important dans la force de la coopération. Nous réaffirmons notre engagement à œuvrer avec le HCPC contre ce fléau commun, avec détermination et dans l'esprit d'un partenariat exemplaire ». Cet accord avec le HCPC du Bénin est le huitième partenariat stratégique de la BOAD dans la région, s'inscrivant dans une démarche globale de renforcement des capacités régionales pour combattre efficacement la corruption transfrontalière. La BOAD collabore déjà avec des institutions clés au Sénégal, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali et en Guinée-Bissau, témoignant de son engagement ferme à construire un environnement économique plus sain et plus juste en Afrique de l'Ouest.

Ensemble contre un fléau persistant

Le partenariat entre la BOAD et le HCPC du Bénin est un exemple éloquent de la volonté de l'UEMOA de s'attaquer de front à la corruption, un fléau qui entrave le

développement économique et la confiance des investisseurs. En mutualisant les ressources et les compétences, l'accord permet une approche plus coordonnée et efficace que des actions isolées. La BOAD, en tant qu'institution de financement du développement, reconnaît que la corruption est un obstacle majeur à la réalisation de ses objectifs de croissance équilibrée et d'intégration économique. Son engagement à étendre son réseau de partenariats avec des organismes nationaux de lutte contre la corruption démontre une stratégie régionale cohérente visant à créer un front commun. L'accent mis sur la prévention, la détection et la répression, en conformité avec les législations nationales et internationales, assure une approche holistique et légale. De plus, l'aspect "exemplaire" du partenariat, tel que souligné par le Vice-Président de la BOAD, suggère que cette collaboration pourrait servir de modèle pour d'autres initiatives similaires dans la région, renforçant ainsi la gouvernance et la transparence à plus grande échelle.

Image du jour

Sous le Haut Patronage du Président du Conseil
SEM Faure Essozimna GNASSINGBE

APPEL À CANDIDATURES

1000 stages rémunérés de 1 MOIS

AOÛT À SEPTEMBRE

EN SAVOIR PLUS ▼

www.anpetogo.org

AUX DÉCIDEURS ...

Au service de l'Afrique...

Le 25 juillet 2025 restera comme une date symbolique dans les annales de la diplomatie ouest-africaine. Ce jour-là, le Président sénégalais Bassirou Diomaye Diakhar Faye répondait à l'invitation de son homologue togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, pour une visite d'amitié et de travail à Lomé.

Mais bien au-delà des formes protocolaires, cette rencontre incarne une volonté partagée de redéfinir la coopération africaine sur des bases plus solidaires, plus stratégiques, et surtout plus souveraines.

Loin des discours convenus, les deux chefs d'État ont mis en avant une vision lucide et ambitieuse pour leurs peuples, fondée sur la paix, l'intégration régionale et la maîtrise des leviers de développement.

Le Sénégal et le Togo, dans un dialogue franc, ont réaffirmé l'importance de bâtir des ponts économiques et culturels, d'intensifier les échanges bilatéraux et de créer des synergies au service d'un avenir commun. Cette alliance de bon sens et de cœur est un signal fort dans une Afrique où la diplomatie est trop souvent dictée par des agendas extérieurs.

La reconnaissance de Faure Gnassingbé comme Médiateur de l'Union africaine dans la crise des Grands Lacs, saluée par le Président Faye, n'est pas anodine. Elle consacre la place croissante du Togo comme acteur de paix crédible sur la scène continentale. Et elle souligne une constante : l'Afrique n'a plus le luxe de déléguer la résolution de ses conflits. Elle doit inventer ses propres mécanismes, ses propres voix, ses propres solutions.

Dans un contexte mondial plombé par les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, où les équilibres économiques et énergétiques sont bouleversés, l'appel des deux dirigeants à des réponses politiques et diplomatiques n'est pas une posture, mais une urgence. Le développement ne peut se concevoir sans la paix, pas plus qu'il ne peut s'enraciner sans sécurité ni stabilité. Leur mise en garde contre le terrorisme, la criminalité organisée et les trafics illégitimes témoigne d'une claire conscience des menaces systémiques auxquelles l'Afrique doit faire face.

Et que dire de l'appel appuyé en faveur de la ZLECAf et du Marché unique du transport aérien africain ? Voilà deux projets concrets, porteurs de transformation, que Faure Gnassingbé et Bassirou Diomaye Faye souhaitent accélérer. Une Afrique qui échange avec elle-même, qui transporte ses biens et ses idées librement, qui fonde sa croissance sur ses propres ressources : c'est une Afrique qui s'affirme.

Enfin, le volet environnemental abordé par les deux présidents rappelle que la coopération africaine ne peut plus faire l'économie d'une solidarité climatique. Le dérèglement est là, visible, palpable. Et face à l'urgence, l'Afrique doit parler d'une seule voix, qu'il s'agisse d'obtenir des financements climatiques justes ou de renforcer ses capacités d'adaptation.

La chaleur de l'accueil togolais, les mots de gratitude du Président Faye, et l'invitation lancée à Faure Gnassingbé à effectuer une visite au Sénégal, viennent sceller cette dynamique fraternelle et stratégique. C'est un partenariat qui n'est pas fait de dépendance, mais de confiance. Un pacte africain entre égaux, résolu à construire ensemble une souveraineté partagée.

Cette rencontre n'est pas qu'un moment diplomatique. Elle est un modèle. Un signal d'espoir pour une Afrique qui s'assume, se parle et avance unie vers son destin.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Formation fiscale et douanière

Convention de coopération entre Lomé et Libreville

Signature d'un accord de partenariat entre l'Office Togolais des Recettes (OTR) et le ministère gabonais de la Fonction publique et du Renforcement des capacités, à Lomé le mercredi 30 juillet 2025. Objectif, renforcer le capital humain et la professionnalisation des régies financières, avec l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD) de l'OTR en fer de lance.

• Joël Yanclo

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée à Lomé, formalise un partenariat entre le Togo et le Gabon. Au cœur de cet accord, le développement du capital humain par le renforcement des compétences des agents des régies financières gabonaises. Cette formation sera assurée par l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD) de l'OTR du Togo, une institution qui, depuis sa création en 2019, s'est imposée comme une référence en Afrique de l'Ouest. Avec près de 200 professionnels déjà formés dans sept filières d'excellence, dont 47 auditeurs gabonais, l'IFFD incarne la volonté du Togo de contribuer activement à l'émergence d'administrations performantes et résilientes sur le continent. Lors de son allocution, le ministre togolais de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, a salué la qualité des relations bilatérales, soulignant l'engagement des Présidents Faure Gnassingbé et Brice Clotaire Oligui Nguema à bâtir un partenariat fondé sur la confiance et le progrès partagé. Il a affirmé que cette convention est « bien plus qu'un acte administratif ; elle est l'illustration concrète d'une coopération agissante et stratégique ». Il a également développé la progression remarquable de l'IFFD, devenue un vivier de compétences solides capables de relever les défis contemporains de



la gestion publique et de la mobilisation des ressources internes. La délégation gabonaise était dirigée par Marcelle Ibinga, Ministre de la Fonction publique, du Renforcement des capacités de la République gabonaise, qui a rappelé que cet acte est le fruit d'un ensemble de réformes entreprises depuis l'arrivée du Président Oligui Nguema à la magistrature suprême du Gabon. Le Commissaire Général de l'OTR, Kokou Philippe TCHODIE, et le Directeur de l'IFFD-OTR ont exprimé leur joie,

anticipant un accroissement des effectifs et une notoriété accrue pour l'Office Togolais des Recettes.

Modèle de coopération Sud-Sud pour l'intégration par la compétence

L'accord de partenariat est un exemple éloquent de coopération Sud-Sud et un jalon pour l'intégration africaine par la compétence. En mutualisant leurs ressources et expertises, le Togo et le

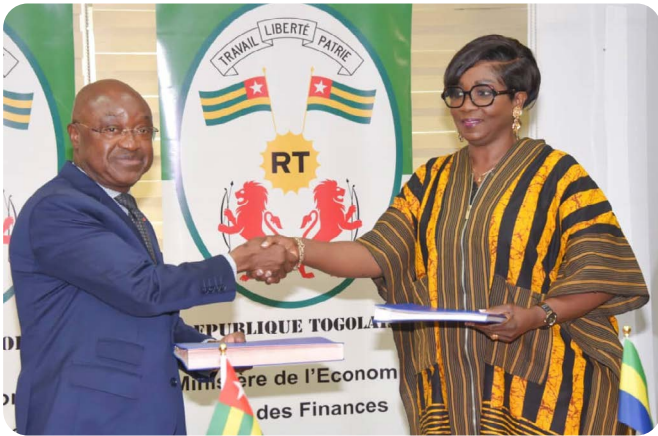
Gabon démontrent une voie concrète pour bâtir des institutions plus fortes et efficaces sur le continent. L'IFFD de l'OTR, en tant qu'institut de référence, joue un rôle de catalyseur en partageant son savoir-faire et en formant des professionnels capables de faire face aux défis de la mobilisation des ressources et de la gouvernance économique. La déclaration du ministre Barcola, selon laquelle l'accord est la « première pierre d'un édifice plus vaste, ambitieux, et résolument tourné vers l'avenir », souligne la vision à long terme de cette collaboration. Elle vise à créer des partenariats interafricains renforcés et durables. Ce modèle de transfert de compétences et de renforcement des capacités internes est essentiel pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et pour promouvoir une autonomie accrue des administrations africaines. La reconnaissance de l'IFFD par des organisations internationales comme

l'OCDE et l'ATAF (African Tax Administration Forum) renforce sa crédibilité et son potentiel à devenir un pôle d'excellence continental.

Au service de la gouvernance africaine

La signature de l'accord a lieu au moment où les relations bilatérales sont excellentes entre le Togo et le Gabon, à travers la volonté de leurs leaders respectifs, Faure Gnassingbé et Brice

Clotaire Oligui Nguema, de consolider un partenariat fondé sur la confiance et la fraternité. Une dynamique politique favorable crée un terreau fertile pour des initiatives concrètes de coopération. Plus largement, cet événement reflète une tendance croissante en Afrique : celle de la prise en main des défis de gouvernance et de développement par les États africains eux-mêmes. Face aux impératifs de mobilisation des ressources internes et d'amélioration de la gestion publique, le renforcement des capacités des régies financières est devenu une priorité. En investissant dans le capital humain et en partageant les bonnes pratiques, le Togo et le Gabon montrent la voie vers des administrations plus performantes, essentielles pour le financement du développement et la prestation de services publics de qualité. Cet accord est donc un pas de plus vers une Afrique plus intégrée et plus autonome, où la compétence et l'innovation sont les moteurs du progrès.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

Des formations sanitaires électrifiées à l'énergie solaire

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Togo vient de lancer un appel d'offres pour le recrutement d'une entreprise chargée de la fourniture et de l'installation de systèmes solaires.

Environnement

Premier festival « Village du Zéro Déchet » à Lomé

L'organisation environnementale Let's Do It World, active dans plus de 180 pays dont le Togo, annonce la tenue du tout premier festival "Village du Zéro Déchet" à Lomé.

● Joël Yanclo

Le but est d'implémenter des systèmes solaires dans vingt unités de soins périphériques (USP) réparties dans cinq régions sanitaires (Maritime, Plateaux, Centrale Kara et Savanes), afin de garantir une alimentation électrique stable et continue pour les soins et services de qualité. Dans cette optique, l'UNICEF Togo a officiellement lancé l'appel d'offres référencé N°LRFP-2025-9198911, invitant les entreprises spécialisées à soumissionner pour la fourniture et l'installation de systèmes solaires destinés à l'alimentation électrique. Les soumissionnaires sont invités à préparer leurs devis en suivant les instructions détaillées dans la demande de cotation, accompagnée de plusieurs annexes techniques et administratives (bilan de puissance, description technique des ouvrages, modèle de plaque de visibilité, acte de soumission, conformité éthique UNICEF, conditions générales). La coordination des activités au niveau national sera assurée conjointement par la Division de l'immunisation et l'unité Immunisation de l'UNICEF au Togo, garantissant un suivi rigoureux du projet. Le délai indicatif d'exécution des travaux est fixé à trois mois maximum à partir de la signature des contrats



par l'entreprise adjudicataire, avec une durée de garantie des travaux de six mois. La date limite de dépôt des soumissions est fixée au mercredi 13 août 2025 à 12h00 GMT (heure de Lomé), toute offre reçue après cette échéance étant invalidée.

Au nom de la santé publique

L'électrification des formations sanitaires par l'énergie solaire répond à un besoin fondamental. Celui d'assurer un approvisionnement énergétique stable et durable, indispensable au bon fonctionnement des équipements médicaux, à la conservation des vaccins et médicaments (chaîne du froid), à l'éclairage des locaux pour les soins nocturnes, et à la sécurité du personnel et des patients. En ciblant cinq régions, l'UNICEF démontre une volonté de renforcer les infrastructures de santé à travers le pays, en particulier dans des zones qui peuvent être confrontées à des défis d'accès à l'électricité conventionnelle. L'utilisation de l'énergie solaire, renouvelable et décentralisée, est

non seulement une solution écologique, mais aussi économique à long terme, réduisant la dépendance aux sources d'énergie coûteuses et parfois instables. Ce projet illustre l'engagement de l'UNICEF à améliorer les conditions de vie des enfants et des communautés en investissant dans des infrastructures de base essentielles, tout en promouvant des solutions innovantes et durables.

Assurer une alimentation ininterrompue d'électricité

Dans les zones isolées du Togo, où l'accès à la l'électricité est l'une des contraintes à l'offre de services et soins de santé de qualité, le Ministère de la santé grâce à l'appui de Gavi, a lancé à travers l'UNICEF Togo, un projet de solarisation des unités de soins périphériques (USP) afin d'améliorer de manière générale, l'offre des services et des soins aux populations et manière particulière, l'offre des services de vaccination. L'objectif principal est de mettre en place un système solaire afin d'assurer une alimentation ininterrompue d'électricité en vue d'assurer un fonctionnement optimal des services de soins. En effet, l'énergie solaire sera convertie en électricité et stockée dans des batteries lithium à haute capacité, fournissant ainsi aux structures une source d'énergie fiable et constante pour les soins, sans interruption. Cette initiative vise à renforcer particulièrement la régularité et la qualité des services, permettant d'obtenir des couvertures vaccinales satisfaisantes.



Liste des USP ciblées			
Région	District	N°	USP
Maritime	Avé	1	USP Hekpé
	Yoto	2	USP Tannou
	Vo	3	USP Vodsa
	Vo	4	US Grita
Plateaux	Zio	5	USP Kloképé
	Wawa	6	USP Mangouassi
	Wawa	7	USP Adomi Plateau
	Anié	8	USP Kavé
	Amou	9	USP Didokpo
	Ogou	10	USP Atakpara
Centrale	Agou	11	USP Agotimé Adamé
	Blitta	12	USP Assouma Kondji
	Sotouboua	13	USP Hazoude
	Mô	14	USP Boulouhou
Kara	Doufelgou	15	USP Anima
	Dankpen	16	USP Kpetab
	Kéran	17	USP Naboulougou
Savanes	Tone	18	USP Sanfatouta
	Tadjouare	19	USP Natigou
	Kpendjal Ouest	20	USP Tamatougou

● Wilson Lawson

Prévu pour septembre prochain, cet événement se tiendra dans le cadre du World Cleanup Day, le plus grand mouvement citoyen mondial pour la protection de l'environnement, désormais inscrit au calendrier officiel des Nations Unies. Porté au Togo par l'antenne locale Let's Do It Togo, le festival "Village du Zéro Déchet" est conçu pour offrir une expérience inédite, alliant harmonieusement éducation, sensibilisation et divertissement. L'ambition principale de cette initiative est de stimuler un changement durable de comportement au sein de la population, avec un accent particulier sur la jeunesse. En créant un espace interactif et engageant, les organisateurs visent à transformer la perception et les habitudes liées à la gestion des déchets. Noël Nyadanu, membre de l'organisation, a clairement exprimé la vocation de l'événement : « Ce festival se veut un espace d'engagement citoyen face aux défis environnementaux et climatiques ». Il s'agit de fournir aux participants les outils et les connaissances nécessaires pour adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement, tout en rendant le processus accessible et attrayant pour tous.



Sensibilisation par l'action et l'engagement citoyen

Le concept du « Village du Zéro Déchet » est une approche innovante pour aborder les problématiques environnementales. En combinant des ateliers éducatifs, des activités de sensibilisation et des éléments de divertissement, le festival cherche à dépasser les méthodes traditionnelles pour créer un impact plus profond et durable. Cette stratégie est particulièrement pertinente pour toucher les jeunes, qui sont à la fois les futurs acteurs du changement et les plus réceptifs aux nouvelles approches. L'idée d'un "espace d'engagement citoyen" souligne la volonté de l'organisation de ne pas seulement informer, mais d'inciter à l'action concrète. En rendant la participation active et ludique, le festival peut démystifier les concepts du zéro déchet et montrer

qu'une gestion responsable des ressources est à la portée de chacun. C'est un pas vers une prise de conscience collective et une mobilisation des communautés pour faire face aux défis environnementaux et climatiques, en transformant les connaissances en habitudes quotidiennes.

Le Togo au cœur d'un mouvement environnemental mondial

La tenue de ce festival à Lomé s'inscrit dans un contexte mondial de mobilisation croissante pour la protection de l'environnement. Le World Cleanup Day, fixé au 20 septembre 2025, est devenu un événement planétaire, rassemblant des millions de citoyens dans plus de 180 pays. Sa reconnaissance officielle par les Nations Unies confère une légitimité et une portée accrues à toutes les initiatives qui y sont liées, y compris celles menées au Togo.

Urbanisation

Le Grand Lomé dispose désormais d'un référentiel géospatial

Le rapport de l'étude sur l'urbanisation non maîtrisée du Grand Lomé, lancée en mars dernier par le District Autonome du Grand Lomé (DAGL), a été officiellement validé mercredi 30 juillet 2025 à Lomé. Ce document technique vise à doter la capitale togolaise et sa périphérie d'un outil d'aide à la décision pour une gestion plus cohérente et durable de l'espace urbain.

L'étude, conduite sur une période de quatre mois, a permis de collecter des données géospatiales, socio-économiques et infrastructurelles, et de constituer un référentiel complet sur l'étalement urbain dans la région du Grand Lomé. Elle s'inscrit dans le cadre du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) à l'horizon 2045, qui ambitionne de promouvoir un développement équilibré à l'échelle nationale. Les résultats obtenus permettront, selon les autorités, d'analyser la répartition spatiale des infrastructures socio-économiques, d'identifier les zones sous-desservies et de proposer des recommandations pour de futures implantations ou la réhabilitation d'équipements publics. L'objectif est d'optimiser la localisation des services de base, tout en répondant aux enjeux croissants liés à l'urba-



nisation. Le rapport met en évidence les principaux facteurs de l'urbanisation non planifiée, ainsi que leurs impacts sur l'environnement et la qualité de vie des populations. Il ressort notamment qu'entre 2010 et 2022, la population du Grand Lomé est passée de 1,57 million à 2,18 millions d'habitants, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 2,7 %, alors que la superficie de la zone, estimée à 373 km², est restée inchangée. Cette forte pression démographique a entraîné une périurbanisation rapide, marquée par

l'extension désordonnée des zones d'habitation sur d'anciennes terres agricoles. Ce phénomène a engendré plusieurs défis notamment l'accès limité aux infrastructures essentielles, le déséquilibre dans la distribution des services publics, la saturation des réseaux de transport, et la fragmentation des tissus urbains. Pour le District, l'ambition affichée à travers cette démarche est de faire du Grand Lomé, une métropole multipolaire, résiliente et adaptée aux besoins d'une population en constante augmentation.

Avec Togo First



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Structured Finance Africa – SFA Forum 2025

Innovations financières et transformation structurelle des économies africaines

Dakar, Sénégal, le 1 août 2025 – Alors que les économies africaines font face à des tensions budgétaires croissantes et à un déficit structurel de financement des infrastructures, désormais estimé à plus de 108 milliards de dollars par an, les approches classiques montrent leurs limites. Face à des besoins dépassant 130 milliards de dollars annuels, l'heure est à la mobilisation de **solutions financières innovantes, ancrées dans les réalités africaines**.

C'est autour de ce constat central que s'articule le Forum Structured Finance Africa (SFA) 2025, qui se tiendra le 25 septembre à Dakar. Le thème retenu : **“INNOVATIONS FINANCIÈRES ET TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ÉCONOMIES AFRICAINES : titrisation, financements durables et souveraineté”**.

Une thématique centrale au cœur des débats sur l'innovation financière et de la transformation structurelle

Le Forum SFA 2025 se donne pour ambition d'explorer et de promouvoir une approche financière plus intégrée et agile, répondant aux défis structurels du continent. Cinq axes structurants encadrent les débats :

1. Panorama du marché africain de la titrisation
État des lieux, dynamiques régionales, obstacles et leviers pour mobiliser efficacement l'épargne locale et alléger les bilans financiers.
2. Régulation, notation et fiscalité
Construction d'un cadre réglementaire crédible et attractif afin de favoriser l'innovation financière et renforcer la confiance des investisseurs.
3. Trade finance et financements structurés
Mise en place de solutions adaptées pour sécuriser les importations stratégiques et stimuler les chaînes de valeur régionales, essentielles au commerce intra-africain.
4. Finance durable et infrastructures sociales
Passage de l'intention à l'exécution grâce à des instruments hybrides et montages innovants qui soutiennent des projets à fort impact social, environnemental et climatique.
5. Financement des PME et TPE
Développement de synergies entre fintech, microfinance et structuration financière pour dynamiser ce segment clé de l'économie africaine.

Ainsi, le Forum vise à dépasser le simple constat des défis pour bâtir collectivement des outils financiers africains adaptés, inclusifs et pérennes, au service d'une souveraineté financière renforcée et d'un développement durable.

Des acteurs clés mobilisés pour le changement

Le Forum SFA 2025 rassemblera 300 décideurs et experts essentiels à la transformation financière du continent, parmi lesquels :

- Des investisseurs institutionnels engagés dans le développement de l'Afrique, apportant des capitaux et une vision à long terme.
- Des dirigeants de banques et compagnies d'assurance, spécialistes des marchés africains, aux premières lignes de la structuration financière.
- Des professionnels reconnus en titrisation et structuration financière, maîtrisant les outils d'innovation et les meilleures pratiques.
- Des acteurs innovants des fintechs et sociétés de gestion d'actifs, vecteurs d'agilité et d'inclusion financière.
- Des représentants d'institutions de financement du développement et de régulateurs nationaux et régionaux, garants d'un cadre stable et attractif.

Parmi les participants et les intervenants confirmés figurent :

- Félix Edo Kossi Amenounve, Directeur général – BRVM
- Christopher Chijitomi, Directeur général et responsable Afrique – British International Investment (BII)
- Oulimata Ndiaye Diassé, Directrice générale – UMOA-Titres
- Anouar Hassoune, Directeur général – GCR Ratings
- Ghislaine Samaké, Directrice générale – Ecobank Guinée-Bissau
- Omar Cissé, Président-directeur général – In Touch
- Ouns Lemseffer, Associée – Clifford Chance
- Serge Thiémélé, Fondateur et associé gérant – First Capital SA

Leur expertise combinée garantit des échanges riches et pragmatiques, pour faire du Forum un levier décisif vers une transformation financière durable du continent.



Paroles d'organisateur

Isaac MBAYE, Directeur général d'Invictus Capital & Finance, affirme : «Ce forum incarne notre conviction qu'il est temps de passer d'un financement classique à une ingénierie financière plus ambitieuse, inclusive et ancrée dans nos réalités régionales. Il s'agit de créer ensemble des solutions structurées pour libérer l'investissement privé et public en Afrique de l'Ouest.»

Moustapha FAYE, Directeur général de KF Titrisation, souligne : «Ce rendez-vous est une opportunité stratégique pour accélérer l'usage de la titrisation comme levier de transformation économique. Notre objectif est clair : démocratiser ces outils, mutualiser les expertises et bâtir un écosystème de confiance autour des financements structurés.»

Nafissatou DIAGNE, Directeur général de Development Finance Advisory - DFA, précise : «À travers ce forum, nous voulons renforcer le dialogue entre les institutionnels, investisseurs et opérateurs, pour dégager des solutions réalistes et fonctionnelles permettant d'adresser le besoin urgent de financement de la croissance et du développement durable. Car, bien plus qu'une mobilisation de techniques et d'instruments financiers, financer la transformation structurelle de nos entreprises et de nos économies nécessite un bon alignement des approches et des actions des parties prenantes.»

Un appel à la mobilisation

Le SFA Forum, co-organisé par Invictus Capital & Finance SA, KF Titrisation et Development Finance Advisory, est né de la conviction que l'Afrique doit inventer ses propres solutions pour répondre à ses défis de financement. Cette première édition est un appel à l'ensemble des professionnels du secteur financier, des décideurs publics, des entrepreneurs et des experts à rejoindre cette dynamique collective.

Rendez-vous le 25 septembre 2025 à Dakar
Pour structurer, ensemble, l'avenir financier du continent.

Découvrez les ambitions du SFA Forum en vidéo :
<https://youtu.be/IES8cNVUeec?si=V1Sx512lySxtRYm->

Contacts presse

Cabinet ELOHE : hello@elohe.group
Accréditations presse : communication@elohe.group

SFA Forum : info@sfa-forum.com

Pour en savoir plus : sfa-forum.com
LinkedIn SFA Forum : [Structured Finance Africa SFA Forum](#)^[RG1] ^[H2]

LES ORGANISATEURS

SFA Forum est une initiative conjointe de trois acteurs majeurs de la structuration financière en Afrique de l'Ouest :

À propos d'Invictus Capital & Finance

Société de gestion agréée, spécialisée dans les opérations structurées et le financement sur mesure pour les États, les entreprises publiques et les grands groupes privés. Elle a piloté ou co-structuré plusieurs transactions emblématiques dans la sous-région : 150 milliards FCFA pour l'État du Sénégal, 75 milliards pour Sonatel (première titrisation télécoms en zone UEMOA), ou encore 60 milliards pour le Port Autonome de Dakar.
Plus d'informations : invictuscapfin.com

À propos de KF Titrisation

Première société de gestion agréée exclusivement dédiée aux fonds de titrisation dans l'UEMOA. Elle conçoit et structure des opérations innovantes dans les secteurs de l'immobilier, des infrastructures sociales, des télécommunications, du crédit-bail et de la dette privée, avec une vision tournée vers la liquidité des marchés et l'attraction des investisseurs institutionnels.
Plus d'informations : kftitrisation.com

À propos de Development Finance Advisory - DFA

Cabinet de conseil stratégique basé à Dakar, DFA accompagne la structuration de financements complexes, les réformes de marché et les projets à fort impact dans les domaines de la finance durable, des infrastructures et de l'inclusion financière. Il agit comme interface entre les priorités locales et les standards internationaux.
Plus d'informations : df-advisory.com



Programme de capitalisation

La BADEA accorde 120 millions USD à ShafDB

Shelter Afrique Development Bank (ShafDB) annoncée le 31 juillet 2025, la signature d'un accord stratégique avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) afin de soutenir son initiative d'augmentation de capital transformatrice.

● Nicole Esso

En effet, la BADEA a approuvé un montant historique de 120 millions de dollars pour soutenir le programme de capitalisation de Shelter Afrique Development Bank, la principale institution panafricaine axée sur le logement abordable et le développement urbain. La facilité de financement concessionnel aidera les Etats membres éligibles à régler et à augmenter leurs souscriptions au capital de la ShafDB. Cette initiative, développée en partenariat avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), introduit un mécanisme de financement innovant à travers lequel les Etats membres éligibles peuvent accéder à des prêts à des conditions compétitives. La facilité soutenue par la BADEA, d'un montant total de 120 millions d'USD, sera utilisée pour régler et augmenter les souscriptions au capital de la Shelter Afrique Develop-



ment Bank (ShafDB) par les États membres. « Cet accord avec la BADEA marque une étape cruciale dans le renforcement de notre base de capital et dans l'avancement de notre mission de financement de logements abordables et d'infrastructures urbaines durables à travers l'Afrique », a déclaré Thierno Habib-Hann, directeur général de Shelter Afrique Development Bank. « Nous sommes reconnaissants à la BADEA pour son partenariat solide et son soutien indéfectible dans cette phase charnière de notre évolution institutionnelle. » Le nouveau pro-

gramme d'augmentation de capital comprend une allocation initiale égale à tous les États membres, suivie d'une réallocation progressive, d'abord au prorata, puis selon le principe du premier arrivé, premier servi. Cette approche vise à encourager la participation active des États membres et à renforcer l'adéquation du capital de la ShafDB de manière équilibrée et transparente.

Processus d'évolution de Shelter Afrique Development Bank

Commentant le programme, le président de la BADEA, S.E. Abdullah KH ALMUSAIBEEH, a déclaré : "Nous considérons ce programme de capital comme une étape stratégique dans l'évolution de Shelter Afrique Development Bank. La BADEA est fière de soutenir cette initiative et nous restons engagés dans notre mission com-

mune qui est de permettre l'accès à un logement décent et à un développement urbain inclusif à travers l'Afrique". Le besoin d'augmenter les fonds propres est devenu critique suite à la transformation de l'institution en Banque de Développement, une étape formellement approuvée par les actionnaires de Shelter Afrique lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) tenue à Alger, Algérie, en octobre 2023. En s'appuyant sur cette transformation, une avancée significative a été réalisée lors de l'assemblée générale annuelle de juin 2024 à Kigali, au Rwanda, où les actionnaires ont fait preuve

d'un leadership fort en approuvant un programme d'augmentation de capital transformateur, et le conseil d'administration a approuvé en décembre 2024 une augmentation de capital de plus de 200 millions de dollars US. « L'élargissement de la base de capital permettra à la Banque d'augmenter les financements tout au long de la chaîne de valeur du logement, d'accéder à des financements plus compétitifs sur les marchés de capitaux internationaux et africains, et de renforcer son rôle dans la lutte contre le déficit de logements et dans la promotion d'un développement urbain inclusif dans ses 44

États membres », a déclaré M. Hann.

Augmentation de l'effet de levier

Le programme d'augmentation de capital a été conçu pour renforcer de manière significative le bilan de la ShafDB à moyen terme, élargir sa base de capital actionnaire et mobiliser de manière significative des dettes. Le capital levé soutiendra également les plans de la Banque visant à obtenir des notations de crédit de qualité, à attirer de nouveaux investisseurs institutionnels et à étendre ses programmes de prêts et d'assistance technique dans les pays membres.



Levée de fonds record

Eyone Medical veut digitaliser la santé en Afrique

La startup sénégalaise Eyone Medical, spécialisée dans les solutions numériques pour la santé, vient de réussir une levée de fonds de 1 milliard de FCFA (environ 1,8 million USD). Ce financement a été obtenu auprès du fonds d'investissement à impact OYASS CAPITAL, géré par SEAF et soutenu par le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Sénégal (FONSIS).

Cette nouvelle injection de capital permettra à Eyone Medical d'accélérer le déploiement national de son Dossier Patient Informatisé (DPI). Cette solution numérique vise à connecter les hôpitaux, cliniques et centres de santé, facilitant ainsi la circulation des données médicales et l'accès aux antécédents des patients. L'objectif est d'améliorer la coordination des soins, d'optimiser la prise en charge médicale et de réduire les erreurs liées au manque d'informations partagées. Sélectionnée parmi les premières entreprises à bénéficier du programme d'investissement d'Oyass Capital, Eyone Medical

confirme son rôle central dans la transformation digitale du secteur médical au Sénégal. Cette levée de fonds fait suite à un précédent tour de financement en 2024, où la startup avait déjà collecté 1 million USD. Ce tour avait été mené par le Groupe SONATEL, via son fonds VIF (Véhicule d'Investissement et de Financement), qui avait investi 855 000 dollars, complété par 145 000 dollars de la BICIS. Ces financements successifs permettent à Eyone de consolider son leadership sur le marché local tout en préparant une expansion vers d'autres pays africains. Le développement du DPI s'inscrit dans une vision plus large de modernisation

du système de santé sénégalais. En digitalisant les dossiers médicaux, Eyone contribue à : réduire la fragmentation des données de santé, améliorer le suivi des patients sur l'ensemble du territoire, faciliter l'accès à des soins de qualité, même dans les régions éloignées, soutenir la prise de décision des professionnels de santé grâce à une meilleure disponibilité de l'information. Avec cette levée de fonds, Eyone Medical s'affirme comme un acteur clé de l'e-santé en Afrique de l'Ouest et un catalyseur de l'inclusion numérique dans le secteur médical.

Avec afriqueitnews.com

Santé publique
Africa CDC lance une bourse pour renforcer le journalisme

Soutenue par la Banque mondiale, cette initiative de 16 mois vise à renforcer la production de récits rigoureux et fondés sur les données, essentiels pour informer les populations et lutter contre la désinformation sanitaire.

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), bras technique de l'Union africaine (UA) en matière de santé publique, vient de lancer une bourse destinée aux journalistes africains spécialisés dans les questions de santé. Soutenue par la Banque mondiale, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la Bourse des Médias de l'Union africaine (AUMF). Selon le communiqué publié sur le site de l'organisation le mercredi 23 juillet, cette bourse a pour objectif de promouvoir la production de récits fiables, appuyés sur des données factuelles, afin de mieux informer les populations et d'appuyer les politiques de santé publique à l'échelle du continent. Sur une durée de seize mois, cinq journalistes, un par centre régional de coordination d'Africa CDC, bénéficieront d'un programme complet mêlant mentorat, formation technique, enquêtes de terrain et immersion auprès d'experts en santé publique. Les bénéficiaires auront aussi accès à des ressources exclusives, des ateliers pratiques et des visites d'institutions internationales. Pour Margaret Edwin, directrice de la communication et de l'information publique d'Africa CDC,



l'enjeu est clair : « Nous avons besoin d'une nouvelle génération de conteurs capables d'analyser les défis sanitaires du continent avec précision et empathie ». Le contexte est particulièrement préoccupant. Alors que le continent supporte 25 % de la charge mondiale de maladies, il ne dispose que de 1,3 % du personnel de santé mondial, d'après les données du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les pays africains doivent relever un double défi : éradiquer les maladies infectieuses endémiques comme le VIH/SIDA, le paludisme ou la tuberculose, tout en faisant face à la montée rapide des maladies chroniques telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires ou les cancers. S'y ajoutent les menaces croissantes des maladies infectieuses émergentes, comme Ebola, la fièvre de Lassa ou la variole du singe. A ces urgences sanitaires visibles vient se greffer le virus de la désinformation. Alors que l'Afrique subsa-

harienne compte 320 millions d'abonnés à l'internet mobile (GSMA) et que des plateformes comme WhatsApp, Facebook, X (ex-Twitter) ou TikTok sont devenues des sources d'information majeures, elles servent aussi de relais à des rumeurs, des vidéos manipulées et des campagnes de désinformation. Durant la crise de Covid-19, de fausses affirmations sur les vaccins, les accusant par exemple de contenir des puces de surveillance, ont circulé massivement, compromettant les campagnes de vaccination dans plusieurs pays. Ce flux de fausses informations mine la confiance envers les autorités sanitaires, désorganise les réponses d'urgence et peut mettre des vies en danger. Former des journalistes capables de démystifier ces narrations toxiques avec rigueur, pédagogie et responsabilité est donc une priorité stratégique. L'appel à candidatures est ouvert jusqu'au 14 août 2025.

Avec Agence Ecofin

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

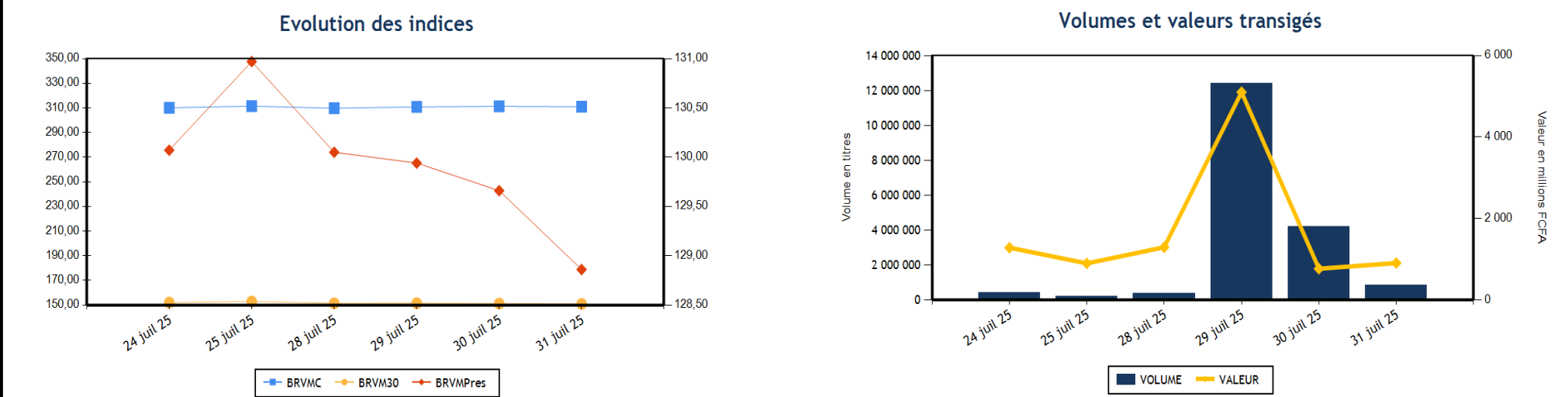
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 31 juillet 2025

N° 144

BRVM COMPOSITE	310,89	BRVM 30	150,82	BRVM PRESTIGE	128,86
Variation Jour	-0,12 %	Variation Jour	-0,22 %	Variation Jour	-0,62 %
Variation annuelle	12,63 %	Variation annuelle	8,71 %	Variation annuelle	12,21 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 986 638 853 437	-0,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	836 040	-80,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	893 979 066	20,70 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	0,00 %
Nombre de titres en baisse	18	20,00 %
Nombre de titres inchangés	8	-27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	48 970	7,50 %	656,29 %
SAFCA CI (SAFC)	800	7,38 %	11,11 %
BERNABE CI (BNBC)	1 300	3,59 %	22,07 %
FILTISAC CI (FTSC)	4 990	2,89 %	169,73 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 320	2,86 %	17,23 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	128,86	-0,62 %	12,21 %	45 124	282 365 840	9,77
BRVM-PRINCIPAL	37	187,08	0,28 %	35,46 %	790 916	611 613 226	74,59

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	255,28	1,97 %	117,52 %	17 333	99 178 155	209,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	706,35	-0,04 %	-7,54 %	8 998	99 696 690	9,64
BRVM - FINANCES	16	121,53	-1,11 %	19,44 %	714 150	341 473 096	8,05
BRVM - TRANSPORT	1	352,47	2,86 %	7,27 %	1 200	1 687 760	4,57
BRVM - AGRICULTURE	5	316,63	0,79 %	60,67 %	42 360	234 386 920	10,24
BRVM - DISTRIBUTION	7	359,89	0,37 %	7,34 %	49 124	106 883 620	37,84
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	643,52	-2,00 %	-0,91 %	2 875	10 672 825	11,83

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	92,05	-0,09 %	-7,95 %	6 280	92 304 165	9,52
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	105,00	-2,57 %	5,00 %	20 345	38 319 060	52,26
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	119,44	-1,11 %	19,44 %	714 150	341 473 096	8,05
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	211,08	1,75 %	111,08 %	47 055	313 700 110	178,69
BRVM - INDUSTRIELS	6	138,83	2,17 %	38,83 %	12 757	19 191 830	5,36
BRVM - ENERGIE	4	105,90	1,98 %	5,90 %	32 735	81 598 280	13,27
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	104,49	1,08 %	4,49 %	2 718	7 392 525	9,03

Droits de douane

La Corée du Sud trouve un accord in extremis avec Washington

Séoul se verra appliquer 15% de surtaxes par les États-Unis, après un accord commercial annoncé mercredi par Donald Trump.

La Corée du Sud a conclu mercredi un accord commercial in extremis avec les États-Unis qui limite à 15% les surtaxes douanières sur la plupart de ses produits au lieu des 25% que Donald Trump menaçait d'imposer, un soulagement relatif pour la quatrième économie d'Asie lourdement dépendante de ses exportations. «Nous sommes parvenus à un accord sur des droits de douane de 15% pour la Corée du Sud», a annoncé le président américain sur son réseau Truth Social. Il a souligné que Séoul s'était engagé, dans le cadre de cet accord, à investir 350 milliards de dollars (285 milliards de francs) aux États-Unis, et d'acheter 100 milliards de gaz naturel liquéfié (GNL) américain et autres sources d'énergie au cours des 3,5 prochaines années.

Le président sud-coréen satisfait

Donald Trump a invité dans la foulée à Washington, «dans les deux semaines», son homologue sud-coréen Lee Jae-myung dont ce sera la première visite aux États-Unis depuis son arrivée au pouvoir le 4 juin. «Grâce à cet accord, le gouvernement a éliminé l'incertitude entourant les conditions d'exportation et veillé à ce que les droits de douane américains sur nos exportations soient inférieurs ou égaux à ceux imposés à nos principaux concurrents commerciaux»,



s'est félicité Lee Jae-myung sur sa page Facebook. «Cela crée un environnement dans lequel nos entreprises peuvent rivaliser à armes égales, voire à des conditions plus favorables, avec les principaux acteurs mondiaux», a-t-il ajouté.

Le secteur automobile inclus

Le chef de cabinet de la présidence sud-coréenne, Kim Yong-bum, a précisé lors d'un point de presse que les exportations automobiles, un secteur-clé frappé depuis avril par une surtaxe américaine de 25%, bénéficieraient du nouveau taux réciproque de 15%. «Pour les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques, qui devaient faire l'objet de droits de douane à l'avenir, la Corée devrait bénéficier d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux autres pays», a ajouté Kim Yong-bum sans plus de détails. Le marché américain absorbe la moitié des exportations de voitures sud-coréennes, lesquelles représentent 27% des exportations totales du pays vers les États-Unis. En revanche,

«l'acier, l'aluminium et le cuivre ne sont pas inclus et demeurent inchangés», a précisé sur X le négociateur américain Howard Lutnick. L'acier et l'aluminium sont frappés de surtaxes de 50% depuis juin.

Septième accord

Le président sud-coréen a précisé que, sur le fonds de 350 milliards de dollars inclus dans l'accord pour encourager les entreprises de son pays à investir aux États-Unis, 150 milliards seraient destinés à la construction navale, et le reste à des secteurs comme les semi-conducteurs, les batteries, les biotechnologies ou encore l'énergie. La Corée du Sud, le deuxième plus gros constructeur de navires au monde juste derrière la Chine, misait sur ce secteur pour servir de monnaie d'échange dans ses négociations avec les États-Unis, dont les chantiers navals peinent à satisfaire la demande intérieure. Il s'agit du septième accord conclu par Washington après ceux avec le Royaume-Uni, le Japon, l'Union européenne, les Philippines, le Vietnam et l'Indonésie. Le président américain a envoyé début juillet des lettres de mise en demeure à des dizaines de ses partenaires commerciaux, les menaçant de droits de douane punitifs s'ils ne concluent pas un accord avec Washington d'ici le 1er août, soit vendredi.

(AFP)

Innovation

Miroki, le robot-compagnon des enfants malades

Loin des discours alarmistes, ces initiatives montrent qu'un futur positif est possible. Aujourd'hui, le robot conversationnel Miroki, qui accompagne l'équipe soignante de l'Institut du cancer de Montpellier pour soutenir émotionnellement les jeunes enfants en radiothérapie.

Dans le service de radiothérapie de l'Institut du cancer de Montpellier (ICM), depuis le mois de mai, un nouveau venu arpente les couloirs, sans blouse blanche, glissant sur le sol et agitant doucement ses grandes oreilles. Ce robot humanoïde jaune, au doux regard animé qui suit son interlocuteur des yeux et incline la tête comme lui, est devenu une sorte de mascotte pour l'équipe soignante. Et ne manque pas de surprendre les jeunes patients et leurs accompagnants. Miroki est le premier robot humanoïde



conversationnel du monde de la santé. Il a vocation à accompagner de jeunes patients en radiothérapie en leur apportant une présence rassurante et divertissante et un soutien émotionnel. Du

haut de son 1,27 mètre, ce robot incarne ce dont le Dr Julien Welmant, radiothérapeute spécialisé en pédiatrie à l'ICM, avait rêvé.

Avec latribune.fr

Economie

L'Italie voit son PIB reculer de 0,1% au second trimestre 2025

L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) baisser de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une baisse de tous les secteurs, à l'exception des services, stationnaires, selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat).

La croissance recule aussi en Italie. Selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat), son produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une baisse de tous les secteurs, à l'exception des services, stationnaires. Comparé au deuxième trimestre 2024, le PIB a augmenté de 0,4%, précise l'Istat qui confirme s'attendre à une croissance de 0,5% sur l'ensemble de l'année en cours.

Prévisions dégradées par les droits de douane américains

Le gouvernement italien avait divisé par deux début avril ses prévisions de croissance pour l'année 2025 en



raison de la hausse des droits de douane imposée par les États-Unis, tablant sur une progression annuelle du PIB de 0,6% contre 1,2% attendu précédemment. Le Fonds monétaire international (FMI) a en revanche revu mardi légèrement à la hausse ses prévisions de croissance du PIB italien en 2025, à 0,5%, contre 0,4% lors de ses prévisions publiées en avril. L'Italie n'est pas le seul pays européen à subir une

baisse de sa croissance économique. Après deux ans de récession, l'Allemagne peine à sortir la tête de l'eau et voit aussi son PIB replonger au deuxième trimestre 2025, après une hausse en début d'année.

Croissance meilleure qu'attendu en France

En France en revanche, la croissance économique française est meilleure qu'espéré, atteignant 0,3% au deuxième trimestre. Tiré par les stocks et un léger rebond de la consommation des ménages selon l'Insee, le PIB français est donc mieux qu'anticipé, l'Institut national de la statistique tablant initialement sur une croissance de 0,2% après +0,1% au premier trimestre.

CR avec AFP

Grâce à la Chine et à la nutrition spécialisée

La croissance de Danone dépasse les attentes

Le groupe agroalimentaire a livré une croissance supérieure aux attentes au deuxième trimestre, grâce notamment à sa division nutrition spécialisée et à une accélération de son activité en Chine. Les objectifs 2025 sont confirmés.

Danone continue de dérouler efficacement son plan stratégique "Renew", qui met l'accent sur la nutrition médicale et le bien-être pour augmenter ses ventes. Dans le cadre de cette stratégie, le géant de l'agroalimentaire a eu un appétit d'ogre en annonçant ces dernières semaines deux acquisitions. Début juillet, Danone a finalisé le rachat d'une participation majoritaire dans Kate Farms, entreprise américaine, spécialisée dans la nutrition médicale et du quotidien, à base d'ingrédients biologiques d'origine végétale. Quelques jours avant, Danone avait annoncé l'acquisition de The Akkermansia Company, un groupe belge spécialisé dans les biotiques de nouvelle génération, afin de renforcer son positionnement dans la santé intestinale. En parallèle, le groupe agroalimentaire enchaîne les bonnes publications, démontrant la pertinence du recentrage de son portefeuille de produits sur la santé. C'est encore le cas au premier semestre.

"Des résultats de qualité pour une entreprise de qualité"

Le géant français de l'agroalimentaire a annoncé mercredi 30 juillet avoir dégagé



des revenus sur cette période de 13,74 milliards d'euros, en croissance de 4,2% hors effets de changes et de périmètre. Le groupe a légèrement dépassé le consensus des analystes qui attendaient une croissance en données comparables de 4,1%, selon Royal Bank of Canada (RBC). Pour son directeur général, Antoine de Saint-Affrique, cette dynamique reflète la capacité de son groupe à générer une croissance de qualité trimestre après trimestre, grâce à la force et la résilience de son portefeuille de marques et produits axés sur la santé. Sur le seul deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,1% en données comparables, surclassant le consensus logé à 3,8% selon RBC. Le groupe a bénéficié d'une progression de 3,2% du "volume/mix" (la répartition des ventes vers les produits et les régions à plus forte valeur)

et de hausses de prix de 1%. Par régions, l'Amérique du Nord affiche une croissance de 2,3% soutenue par la croissance à deux chiffres des gammes hyper protéinées et la forte dynamique de la "nutrition spécialisée" (lait et alimentation infantiles, nutrition médicale), tandis que la zone "Chine, Asie et Océanie" a vu ses revenus bondir de 12,4% en données comparables, grâce à la performance des laits infantiles ou encore de sa marque d'eau minérale Mizone en Chine. En Europe, les ventes ont progressé de 2,2% en données comparables, Danone citant "de nouveaux progrès dans les produits laitiers, portés par les produits fonctionnels tels que les gammes hyper protéinées, et celles à base de Skyr et de Kefir, ainsi que par la forte performance de la marque de produits d'origine végétale Alpro".

©2025 BFM Bourse

Crise du logement

L'ONU redoute un avenir de villes changées en bidonvilles

Un lit, quatre murs, de quoi souffler en lieu sûr. Ce sont là les aspects les plus élémentaires d'une vie digne – mais pour près de trois milliards de personnes, ils relèvent du mirage. A New York, la vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina Mohammed, a livré un plaidoyer sans détour : « Le logement ne se résume pas à un toit au-dessus de sa tête.

C'est un droit humain fondamental, la pierre angulaire sur laquelle repose la paix elle-même ». À l'occasion d'un dialogue de haut niveau organisé par l'ECOSOC, l'organe des Nations Unies chargé des questions économiques et sociales, et ONU-Habitat, l'agence onusienne pour le développement urbain, la numéro deux de l'organisation a ouvert la séance par une question en apparence banale : « Qu'a-t-il fallu pour que nous soyons ici aujourd'hui ? ». Réveil dans un lieu sûr, adresse postale, possibilité de se préparer pour la journée – autant d'évidences pour les uns, autant de luxes inaccessibles pour tant d'autres. « Pour près de trois milliards de personnes sur notre planète, rien de tout cela n'est garanti », a-t-elle martelé.

Une arme de guerre

Dans les rues dévastées de



Gaza, les ruines de Marioupol, les bidonvilles de Port-Soudan ou les camps de fortune au Yémen, le logement n'est pas seulement une victime des conflits. Il en devient parfois l'instrument. « Lorsque les maisons sont détruites, que les familles sont forcées de fuir, que les communautés sont déracinées, le logement devient à la fois victime et arme de guerre », a dénoncé Mme Mohammed durant l'évènement, organisé dans le cadre du forum politique annuel de haut niveau sur le développement durable, qui se

déroule au siège de l'ONU du 14 au 23 juillet. Aujourd'hui, plus de 120 millions de personnes – réfugiées ou déplacées internes – ont été arrachées à leur foyer par la violence ou la persécution. Et ce chiffre ne cesse de croître, au rythme des guerres et des catastrophes climatiques.

Un point d'ancrage pour tous

Mais le message de l'ONU ne se limite pas à l'urgence humanitaire. Il touche au cœur du pacte social. Un logement décent, c'est l'école possible pour l'enfant, la productivité

pour le travailleur, l'accès aux soins, la sécurité pour les femmes, la résilience des communautés. « Même si un logement adéquat ne suffit pas à éliminer les violences fondées sur le genre dans la sphère privée, il réduit l'exposition des femmes et des filles aux violences dans l'espace public », a rappelé la vice-secrétaire générale. D'ici 2030, 60 % de l'humanité vivra en milieu urbain, un chiffre qui devrait atteindre près de 70 % en 2050. « Nous avons les outils et la volonté nécessaires pour développer des villes – et non

des bidonvilles », a-t-elle souligné, appelant à mettre en œuvre sans attendre le Nouvel Agenda Urbain. Cet accord mondial, adopté en 2016 lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito, en Équateur, fournit des lignes directrices pour un développement urbain durable, en mettant l'accent sur l'inclusion, la sécurité et la résilience des villes.

ce qui fonctionne, ce qui manque ». L'ONU espère que le deuxième Sommet social mondial, qui se tiendra au Qatar du 4 au 6 novembre 2025, permettra de faire du logement un pilier reconnu de la protection sociale et de la prévention des conflits.

Avec news.un.org

Écouter les premiers concernés

Les solutions, estime l'ONU, doivent partir des réalités vécues. « Nous devons replacer au centre celles et ceux que l'on relègue trop souvent aux marges », a affirmé la vice-secrétaire générale, citant les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les sans-abri et les déplacés. « Leurs voix et leurs expériences doivent guider les politiques et les solutions, car elles savent



● © UNEP/Ahmed Nayim Yussuf. La vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina Mohammed (photo d'archive).

HOROSCOPE finance

Bélier Les astres vous seront favorables financièrement. Si vous êtes artiste, vous allez enfin connaître le succès. Si vous travaillez dans la restauration, vous allez récolter le fruit de vos efforts et de vos investissements. Pour tous les salariés du secteur privé, ce sera le moment de demander une prime quelconque.

Taureau Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Gémeaux Saturne en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du premier décan. Il y aura des mouvements d'argent assez importants. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

Cancer Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Lion L'appui de Saturne sera particulièrement bénéfique pour vos sous : les dettes que vous traînez comme un boulet depuis des mois pourraient être enfin épongées. Mais attention vers la fin de la journée : la planète Jupiter reviendra à la charge et vous poussera à dépenser à tort et à travers.

Vierge La concertation astrale positive entre Jupiter et Uranus pourra aider certains d'entre vous à améliorer leurs revenus. Pour quelques-uns, c'est un coup de chance imprévu qui va intervenir. Gain à un jeu ? Héritage ? Prime fortuite ? Qui sait !

Balance Vous aurez plus envie de vous faire plaisir que de vous serrer la ceinture ! Cela peut arriver à tout le monde, même aux plus raisonnables ! Cependant, surveillez tout de même de près l'équilibre de votre budget. En revanche, vous aurez la possibilité d'effectuer de fructueuses transactions financières.

Scorpion Jupiter, planète favorisant la richesse, jouera un rôle protecteur en matière financière. La majorité d'entre vous n'auront aucun mal à gérer leur budget. Reste qu'il faudra vous méfier de Mars. Cette planète pourra vous rendre un peu trop dépensier. Vous pourriez momentanément être d'humeur à céder à des caprices plutôt onéreux.

Capricorne Votre équilibre financier ne devrait subir aucun changement, ni en bien ni en mal. Jupiter, qui vous est toujours favorable, vous aidera cependant à bénéficier d'une certaine chance et à faire les bons choix en matière d'achats ou de placements. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre banquier pour profiter de cette influence favorable.

Sagittaire La planète Mercure vous donnera la possibilité de profiter de bonnes occasions dans le domaine financier. Cependant, ne soyez pas trop crédule, étudiez sérieusement les propositions qui vous seront soumises. Si vous voulez jouer à un jeu de hasard, n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau Le développement de votre situation matérielle accusera un hiatus qui, heureusement, sera sans conséquences désastreuses. Vous subirez un léger recul dans vos affaires et quelques contraintes financières. Mais vous serez parfaitement en mesure de renverser la situation en votre faveur si vous travaillez d'arrache-pied au lieu de passer votre temps à vous plaindre, et si vous acceptez de faire les sacrifices nécessaires.

Poisson Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest

(hors Nigéria-Ghana)

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

Médiateur de la république & HCRRUN

Les nouveaux agents formés aux bonnes pratiques administratives

Un atelier de formation des bonnes pratiques administratives au profit des nouveaux agents du médiateur de la République et du Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) s'est ouvert le jeudi 31 juillet à Lomé.

Cette session de deux jours regroupe une vingtaine d'agents récemment affectés aux deux institutions. Elle vise à les familiariser avec leurs attributions, les exigences du service public et les pratiques administratives essentielles à l'exercice de leurs fonctions. Ces nouveaux recrues suivront des thématiques liées aux attributions et missions des deux institutions et les tâches y relatives. Ils apprendront aussi des droits et devoirs des commis et serviteurs de l'État. Le Médiateur de la République, Mme Daboya Awa Abdou-Nana Amadou a exhorté les agents à la rigueur et au respect des règles administratives. « *Le respect des biens de l'État,*



l'observation et l'exécution scrupuleuses des ordres et instructions des supérieurs hiérarchiques ne sont pas des choix pour un fonctionnaire, mais plutôt des obligations auxquelles nul ne peut se soustraire sous aucun prétexte », a-t-elle rappelé.

Le premier rapporteur du HCRRUN, Evalo Wiyao,

a précisé que la formation permettra aux participants de mieux comprendre l'organisation et les missions des deux structures, d'acquérir les compétences pratiques nécessaires et de renforcer la collaboration avec les équipes en place.

Avec ATOP/MD/SED

Education & sport

5ème édition du Prix d'excellence Afan Danhuede

La cinquième édition du Prix Afan Danhuede pour la réussite et l'excellence (PADRE) a été célébrée, le samedi 26 juillet à Ountivou, chef-lieu de la commune Ogou 4, à travers une cérémonie de distinction des meilleurs élèves et établissements scolaires dans les domaines de l'éducation et du sport.

Initiée par M. Thomas Towadé Afan, coordonnateur du projet PADRE, cette action vise à perpétuer la mémoire du Révérend Père Mathieu Danhuede Afan (1942-2007), figure emblématique de l'engagement en faveur de l'éducation, de la foi et du développement de la jeunesse. Les récompenses scolaires ont porté sur deux catégories : les meilleurs élèves des classes de CM1, 4^e, 2nde et 1^{ère}, ainsi que les lauréats du concours PADRE. Au total, 24 élèves se sont vu attribuer des kits scolaires pour la rentrée 2025-2026. Quatre autres élèves, distingués pour leurs performances au concours (évaluant intelligence, créativité et culture générale), ont été gratifiés de fournitures scolaires adaptées, tenues complètes, romans, annales, ainsi que des enveloppes financières allant de 25 000 F à 75 000 F CFA. Les établissements d'origine de ces élèves ont également été récompensés, en reconnaissance de leur rôle dans l'accompagnement à l'excellence.

Le sport scolaire à



L'honneur : un trophée pour le lycée de Ountivou

Sur le plan sportif, six établissements ont pris part à une compétition de football scolaire, soulignant l'importance de l'éducation physique dans le développement global des apprenants. La finale a opposé le lycée de Ountivou au CPL Azovou, remportée par le premier sur un score de 2 buts à 1. L'équipe victorieuse a reçu trois ballons, 16 paires de bas, une enveloppe de 40 000 F CFA ainsi qu'un trophée. Le finaliste malheureux a obtenu deux ballons, 16 bas et 25 000 F CFA. Les quatre autres équipes participantes ont chacune bénéficié d'un ballon et d'une enveloppe de 15 000 F CFA. L'équipe

communale Essogbé FC a également été dotée en équipements sportifs.

Une vision éducative ancrée dans le développement local

En marge des distinctions, la rencontre a été l'occasion de sensibiliser les participants à la vaccination et à la création de coopératives agricoles, en vue de renforcer les dynamiques communautaires et bénéficier des appuis extérieurs. Pour M. Thomas Towadé Afan, « l'excellence n'est pas un privilège, mais une responsabilité. À travers ce prix, nous voulons transmettre aux jeunes le goût de l'effort, de l'honneur et de la persévérance. »

Avec ATOP/KKT/AJA

Mercato

Galatasaray débourse 75M€ pour Victor Osimhen

Long et pénible, le dossier Victor Osimhen prend fin. Dans le viseur d'Al-Hilal, désiré par Galatasaray qui l'a eu en prêt la saison dernière, le buteur nigérian a décidé de retourner au sein du club turc qui a réalisé un transfert historique.

Transfert historique en Turquie. Après un prêt probant la saison dernière où il a inscrit 26 buts et délivré 5 offrandes en 30 rencontres de Süper Lig, l'attaquant nigérian Victor Osimhen reste à Galatasaray. Le natif de Lagos a ainsi vu la formation turque réaliser un transfert historique en déboursant 75 millions d'euros dans ce dossier, soit 40 millions d'euros maintenant et 35 millions d'euros la saison prochaine. À cela se rajoutent des clauses comme l'interdiction de le vendre en Serie A avant 2027. Un dossier long et épineux qui trouve enfin sa conclusion avec le retour en Turquie de l'attaquant de 26 ans. Avec ce transfert, Victor Osimhen explose ainsi le record d'Orkun Köçü arrivé cet été à Besiktas contre 25 millions d'euros et qui était devenu la plus grosse arrivée de l'histoire de la Süper Lig.

Fin de l'histoire avec le Napoli

Serie A

La Juventus et l'AC Milan veulent dépouiller le PSG

La Juventus et l'AC Milan cherchent à se renforcer offensivement. Randal Kolo Muani, Dusan Vlahovic et Gonçalo Ramos sont au coeur d'un coup à trois bandes...

La Juventus Turin et l'AC Milan veulent chacun recruter un nouvel attaquant. Pourtant, le club turinois a recruté, libre, Jonathan David en provenance du LOSC cet été, et le club lombard avait lui arraché Santiago Gimenez au Feyenoord l'hiver dernier. Deux hommes censés devenir la menace offensive principale de leurs équipes. Mais cela ne suffit visiblement pas, puisque les dirigeants s'échinent à trouver d'autres buteurs. Et leurs pistes et envies convergent vers le Paris Saint-Germain. La Juve, comme vous le savez, souhaite absolument conserver Randal Kolo Muani mais peine à convaincre le PSG, faute de liquidités. Un nouveau prêt avec obligation d'achat est espéré, mais pour accélérer, il lui faudrait vendre des indésirables, comme Timothy Weah (que l'OM attend avec impatience), Douglas Luiz et Dusan Vlahovic. Le Serbe est un enjeu majeur, en fin de contrat dans un an avec un salaire mirobolant. Il est poussé au départ mais personne n'est en mesure de



Ancien joueur de Wolfsburg et Lille, Victor Osimhen s'était bien relancé la saison dernière après une fin d'histoire d'amour tumultueuse avec le Napoli. Arrivé en Italie pour 78,9 millions d'euros à l'été 2020, il a tout de même participé au sacre des Partenopei lors de la saison 2022/2023 où il avait formé un duo de choc avec Khvicha Kvaratskhelia. Fier d'annoncer son grand retour, Galatasaray s'est fendu d'un communiqué : « Le footballeur professionnel Victor James Osimhen a été transféré suite à un accord conclu avec son ancien club, le SSCN Napoli SpA. Dans le cadre

de l'accord, une indemnité de transfert nette de 75 millions d'euros sera versée à son ancien club. De plus, 10 % du bénéfice de la future vente du joueur sera reversée au SSCN Napoli SpA. Un contrat de quatre ans a été signé avec le joueur, à compter de la saison 2025-2026. Selon l'accord, le joueur recevra un salaire annuel net garanti de 15 000 000 euros, un bonus de fidélité net de 1 000 000 euros par saison et 5 000 000 euros par saison pour les droits d'image », indique le club stambouliote. Un nouveau gros coup après l'arrivée de Leroy Sané.

Avec footmercato.net



satisfaire ses exigences financières.

Le PSG au centre des débats pour la Juve et l'AC Milan

Selon La Repubblica, l'AC Milan a présenté une première offre à la Juventus pour Vlahovic, avec 10 M€ + Ismaël Bennacer, le milieu international algérien qui avait été prêté à l'OM lors de la deuxième partie de saison. Une offre tout de suite repoussée par la Vieille Dame, qui valorise son joueur à 25-30 M€ sur ce mercato. Mais elle n'a aucune garantie de trouver preneur dans les semaines à venir, ce qui complique sa propre avancée dans le dossier Kolo Muani... L'AC Mi-

lan, de son côté, cherche des alternatives sur le marché, et l'une des dernières concerne Gonçalo Ramos, l'attaquant portugais du PSG. Ce dernier n'est pas considéré comme un titulaire par Luis Enrique, mais il donne entière satisfaction lors de ses entrées en jeu ou dans son comportement au quotidien. Selon Sport Mediaset, son agent Jorge Mendes l'a proposé à Milan ces derniers jours : il perçoit un salaire net de 3 millions d'euros et pourrait arriver en prêt avec option d'achat. Ce qui est loin d'être une certitude côté parisien. Kolo Muani, Vlahovic, Ramos, ces trois hommes sont en tout cas la clé de la fin du mercato turinois et milanais.

Avec footmercato.net

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
en attendant que vos
clients vous paient.

Jusqu'à

80%

du montant
des créancesDurée
jusqu'à 1 an
renouvelable**BANK OF AFRICA**
BMCE GROUPwww.boatogo.com